

Lutte de classe en Espagne

FACE AUX ATTAQUES PARTOUT

Luttons unis en tant que classe !

« Vive la lutte de la classe ouvrière ! » La classe ouvrière a les yeux rivés vers la lutte des travailleurs d'Airbus. En Espagne comme dans les autres pays, l'inflation grimpe et nos salaires baissent ; des licenciements massifs menacent (comme dans l'automobile en Allemagne) et les conditions de travail se durcissent. Un malaise croissant et une détermination à lutter s'étendent dans tous les secteurs, dans tous les pays. Mais comment lutter ? Nous en avons assez des mobilisations où nous ne sommes qu'une « masse de figurants » sans aucun pouvoir de décision sur des accords conclus dans notre dos.

La lutte chez Airbus est une lutte de la classe ouvrière. Les travailleurs luttent contre la perte salariale considérable due à la hausse des prix et contre la dégradation des conditions de travail (télétravail, flexibilité des horaires, congés et cantines). La lutte naît de l'initiative spontanée des travailleurs ; elle cherche l'unité entre les différentes catégories, des ingénieurs aux bureaux et à la chaîne de production ; elle s'organise en assemblées massives (jusqu'à 1 500 ouvriers) qui discutent et prennent leurs décisions à main levée, et envoient des « observateurs » aux négociations avec l'entreprise et le gouvernement. Et elle s'étend de Getafe et Séville à toutes les usines : Cadix, Tolède, Albacete. Les travailleurs organisent en outre la discussion à travers les réseaux sociaux (Telegram, X) et ont créé un site (*Enfadados con Airbus* – « En colère contre Airbus ») où ils publient les nouvelles sur l'évolution de la lutte et même les documents des assemblées.

Tout cela nous donne de la force et une confiance dans la lutte.

La lutte isolée dans le secteur s'épuise

Mais cette force ne peut grandir et défier la médiation du gouvernement si elle reste isolée dans le secteur. Après un mois et demi de grève, la fatigue commence à se faire sentir et certains camarades disent dans les assemblées : « je me retire parce que je suis très fatigué(e) et que je n'aurai plus la force pour la prochaine convention collective ». Bien que le vote des assemblées sur l'accord de médiation soit le rejet, la marge est très étroite : de 81 % de rejet pour la première proposition d'accord, on passe

à 51 %, avec une majorité totale de seulement 67 voix (essentiellement à Madrid et Séville).

De plus, alors même que la décision est de rejeter l'accord et de poursuivre la grève, le comité de grève (où siègent UGT, CGT et UTIL) décide de « mettre en pause » la grève, provoquant la colère de nombreux camarades : « *Je ne comprends pas ce qu'on a voté hier. On peut l'appeler autrement, mais on retourne au travail et on perd la pression.* », « *La grève est vivante et légale tant qu'il n'y a pas d'accord signé sur la table. Si nous la mettons en pause, c'est une victoire (du gouvernement et de l'entreprise, Ndlr) par KO technique.* »

Malgré la combativité et la détermination, l'isolement est une impasse ! La fameuse grève des mineurs en Grande-Bretagne de 1984-85 a duré pratiquement un an, menée par les ouvriers les plus aguerris dans la lutte et avec la participation de toutes les mines, qui se sont ensuite retirées les unes après les autres ; mais sans parvenir à sortir du secteur minier. Cette défaite a joué un rôle central (bien que non exclusif) dans la démoralisation et l'absence de luttes ouvrières significatives par la suite... jusqu'en 2022 !

La manifestation du 12 à Madrid : les difficultés de l'extension de la lutte

Certains, voire beaucoup, pensaient probablement que cette manifestation allait sonner le glas de la lutte. L'UGT n'a finalement pas appelé à manifester, et l'on s'attendait peut-être à un rassemblement ultra-minoritaire des « radicaux » (c'est ainsi que plusieurs, dans l'entreprise, appellent ceux qui veulent poursuivre la grève).

Mais il y avait à Madrid entre 5 000 (selon l'UGT) et 8 000 (selon les organisateurs) manifestants (Airbus compte 14 000 travailleurs, dont 9 000 rien qu'à Getafe, l'usine qui est la plus grande de Madrid), avec la présence de délégations d'autres sites. Si l'ambiance a été calme au début, avec la présence solidaire des familles des ouvriers, une colère et une combativité persistent, qui se sont manifestées par l'organisation d'une assemblée de plus de mille personnes à 14 h 30, sous le soleil brûlant de Madrid, devant le ministère de l'Industrie, où l'un des principaux mots d'ordre fut : « *ça ne s'arrête pas* ».

La manifestation comptait des délégations (généralement d'organisations syndicales et politiques) du secteur de l'enseignement, actuellement en grève dans différentes communautés autonomes (dont Madrid), des étudiants et des travailleurs sociaux. Et tous les tracts diffusés appelaient à l'extension et à la coordination des luttes. Certaines interventions dans l'assemblée réclamaient même une grève générale. Tout le monde était pour l'extension ; mais quelle extension ?

Le piège de la grève générale et de la « coordination des luttes »

La représentante de la plateforme éducative *Menos Lectivas* (« Moins d'heures de cours ») a appelé à « coordonner tous les secteurs dans une grève générale », à ce que « les travailleurs d'Airbus défendent aussi l'école publique en participant aux manifestations du secteur » et à « une assemblée dans chaque établissement pour décider de ses conditions ». Même si cette position montre qu'il existe une volonté de solidarité et d'extension, il y a un grand danger de tomber dans le piège d'une FAUSSE EXTENSION. Ce qui était demandé, c'est une simultanéité et une coordination des luttes ; mais au fond... chacun chez soi ! Chacun se bat dans « sa » lutte, avec ses revendications, ses représentants et ses propres réunions, et à partir de là se retrouver dans quelque manifestation, chacun derrière sa banderole, jusqu'à arriver à une grève générale « par secteurs ». Nous avons déjà vu cela.

Dans les luttes contre l'attaque sur les retraites en France en 2023, la mobilisation a été énorme, mais nous avons prévenu que cela ne suffisait pas : il faut prendre nos luttes en main avec des assemblées générales ouvertes à tous les travailleurs. Cela n'a rien à voir avec des assemblées enfermées dans chaque établissement, dans chaque secteur, pour gérer « leur » lutte.

Chercher l'extension, lutter unis en tant que classe

Est-ce là l'extension de la lutte ? Non ! Lors de l'« été de la colère » de 2022 en Grande-Bretagne, il y a eu un retour massif de la classe ouvrière à la lutte, avec la simultanéité de nombreux secteurs (chemins de fer, postes, enseignement, etc.) ; mais chacun dans son coin. Les luttes n'ont pas été capables de s'unir, de former une force sociale et politique capable d'affronter l'État et de défendre les conditions de vie des travailleurs. Au milieu d'un mouvement de luttes massif, les Trade Unions (et en Grande-Bretagne il y en a un par secteur et par sous-secteur) ont confiné chacun dans les limites de ses revendications spécifiques, particulières, différentes.

En revanche en Espagne, à Vitoria en 1976, les ouvriers ont uni leur lutte et organisé des assemblées de ville, en

défendant des revendications communes ; ou encore en Pologne, en 1980, quand les ouvriers de tout le pays se sont unis, élisant des délégués des assemblées (appelés MKS) qui représentaient la classe ouvrière du pays tout entier. Et ce ne sont pas là des histoires que les grands-parents racontent à leurs petits-enfants. La classe ouvrière apprend de ses expériences et s'en souvient de génération en génération. Dans la lutte contre les coupes dans les retraites et le recul de l'âge de départ en France, les camarades disaient : « Si vous nous donnez un 63 (années pour partir à la retraite, au lieu des 60 antérieurs), nous vous donnerons un 68 », rappelant la grève de mai 1968 de plus de 9 millions d'ouvriers.

Étendre la lutte, c'est envoyer des piquets (comme ceux qui ont été envoyés dans les usines d'Airbus pour arrêter tout le site) vers tous les secteurs en lutte, organiser des assemblées communes, unifier les revendications et élire des délégués communs (et révocables s'ils ne remplissent pas leur mandat) qui représentent l'assemblée dans la négociation. Transformer la simultanéité des luttes en une véritable unité !

Si la lutte d'Airbus reste enfermée dans le secteur, l'énergie et la combativité iront en déclinant ; mais la convergence des attaques contre les conditions de vie ouvrières, et la volonté de lutter présente partout, créent les conditions d'une véritable extension de la lutte. C'est là le seul chemin pour défendre nos revendications. Et cela vaut pour toutes les luttes ouvrières qui se développent dans tous les pays : d'où l'importance, pour tous, de l'expérience de la lutte des travailleurs d'Airbus.

Courant communiste international

Septembre 2026

Participez aux réunions publiques du CCI

Pour construire collectivement un chemin de lutte vers la révolution, il est vital de se regrouper pour débattre et s'organiser. Le CCI organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse...

Pour être informé des dates et lieux de nos réunions, rendez-vous sur le site web du CCI et sur les réseaux sociaux.

